

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

Retirer le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Cours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel (*)

Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : agent administratif

Reuve n° : 2

tière : Cette pratique est interdite d'un dossier

te : 03102017

mbre d'intercalaires supplémentaires : 0

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être
alement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel
e nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute
re indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au
lo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement.
e autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le
y, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation
crayon surligneur est interdite.

étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à
ministration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées
s les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la
nmission de surveillance.

I- Questions

1. Contrairement à un auto-entrepreneur, un salarié est soumis à un contrat qu'il a signé auprès de son employeur. De ce fait, il doit répondre à des contraintes horaires et, à moins d'être en situation de télé-travail, se rendre sur son lieu de travail pour exécuter ses missions. En revanche, bien que moins indépendant qu'un auto-entrepreneur, un salarié aura un salaire de base identique chaque mois. De plus, il existe un lien de subordination entre un salarié et son employeur.

2. Un auto-entrepreneur qui n'opte pas pour le prélèvement forfaitaire dépend du régime micro-fiscal. Il doit faire apparaître sur sa déclaration annuelle de revenus le chiffre d'affaires réalisé moins les abattements dont il peut prétendre. En fonction de son activité, un auto-entrepreneur a le droit d'un abattement sur le chiffre d'affaires (CA) qu'il réalise. Cet abattement est de 71% du CA pour les activités d'achat-revente ou de fourniture de logements, de 50% du CA pour les autres activités relevant des BIC (bénéfices industriels et commerciaux) et de 34% du CA pour les BNC (bénéfices non commerciaux). Dans tous les cas, l'abattement doit être au minimum de 305€. Le prélèvement forfaitaire est réservé aux auto-entrepreneurs dont les revenus de l'année N-2 sont inférieurs à un plafond calculé en fonction du quotient familial. Ce seuil était de 26 761 € en 2017 pour une personne seule. La demande doit être envoyée au plus tard du troisième mois qui suit la création du statut pour une application ^{le dernier jour} immédiate ou avant le 31 décembre de l'année N pour une application en N+1.

3. Un auto-entrepreneur "économiquement actif" est un auto-entrepreneur qui réalise un chiffre d'affaire positif. Les secteurs où le nombre d'auto-entrepreneurs "économiquement actifs" a augmenté sont celui des transports, celui de la santé, celui des activités sportives ainsi que celui du nettoyage. Le critère de radiation est le fait d'affaiblir un chiffre

d'affaires nul ou négatif.

A. En terme de chiffre d'affaires, les activités les plus lucratives sont les activités immobilières et juridiques, celles du BTP, "travaux de finition" et "autres", celles du commerce de gros et du commerce de détail alimentaire hors métiers de bouche. Les moins lucratives sont les activités des arts, spectacles et récréatives, de la coiffure et du soin du corps, de la santé et sportives. Les auto-entrepreneurs sont plus nombreux dans les secteurs d'activités les moins lucratifs.

II. Applications

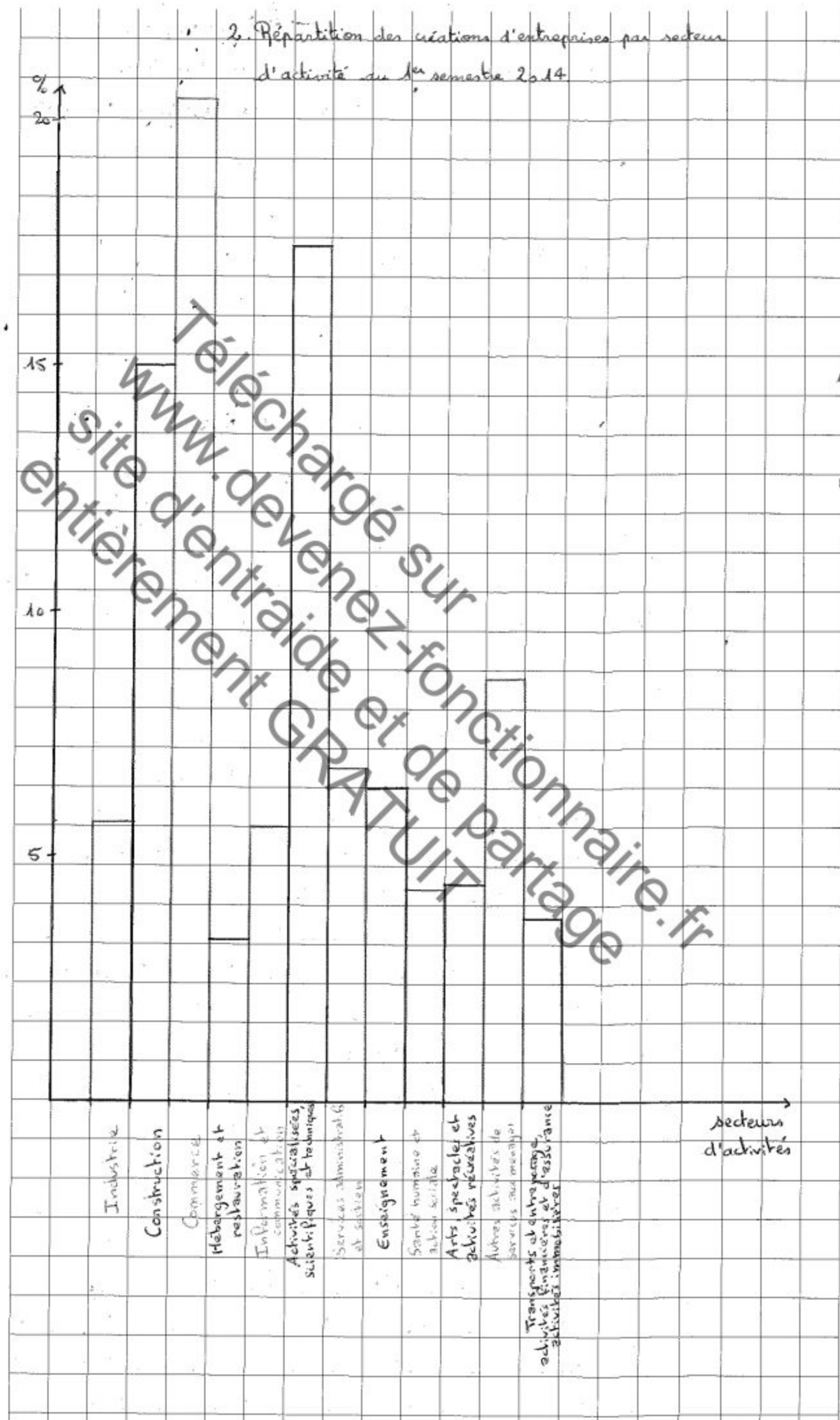
1. $\text{seuil} = 82\,200 \text{ € HT}$

d'après la formule donnée dans le document 2 :

- du 1^{er} avril au 31 décembre il y a 275 jours
(365 - 31 j en janvier - 28 j en février - 31 j en mars)
- $(275 \times 82\,200) / 365 = 61\,931,51 \text{ €}$

61 931 euros étant supérieur à 58 000 euros, elle peut opter pour le statut d'auto-entrepreneur.

2. Répartition des créations d'entreprises par secteur d'activité au 1^{er} semestre 2014



3. 2 83 500 micro-entreprises

1) $6,4\% \times 283\,500 = 18\,144$ micro-entreprises.

2) Elle était plus importante en 2014 (6,4% contre 5,5% en 2010)

3) $\frac{5,7 - 4,4}{5,7} \times 100 = 22,8\%$

4) $\frac{8,6 - 13}{8,6} \times 100 = -51,2\%$

III. Rédaction

Aujourd'hui, avec le statut d'auto-entrepreneur, créer son entreprise semble simple. Bien que possédant de nombreux avantages le micro-entrepreneuriat n'est pas dépourvu d'inconvénients. De plus, il semble être une mesure à prendre dans la lutte contre le chômage.

Le statut d'auto-entrepreneur offre une grande souplesse horaire ainsi qu'une indépendance totale dans la gestion de son travail. De ce fait, un auto-entrepreneur est maître de son organisation et de son planning. Il peut choisir ses clients et décider de travailler à son domicile. Par ailleurs, il peut être un moyen pour les personnes en chômage de retrouver une activité avec un revenu. La flexibilité de régime permet aux personnes déjà salariées d'obtenir des revenus complémentaires. De plus, avec la montée en puissance des sites de financement participatif tels que Ulule pour la France et Kickstarter pour l'international, il est possible de faire financer son projet par des particuliers et de ne plus recourir (ou moins) aux services des banques. Par ce biais, l'auto-entrepreneur pourra commencer son activité sans, ou avec très peu, de dettes à son actif.

Cependant, le statut d'auto-entrepreneur possède également plusieurs inconvénients. Premièrement, pour pouvoir y prétendre, il y a un chiffre d'affaires à ne pas dépasser. Celui-ci était de 82 200 euros hors taxes pour les activités commerciales et 32 300 euros hors taxes pour

les activités de service en 2016. Si ce seuil venait à être dépassé, les changements de statut à effectuer sont complexes. Par ailleurs, n'étant pas soumis à la TVA, la TVA n'est pas récupérable pour le micro-entrepreneur et peut représenter une perte financière importante, lors d'investissements matériels par exemple. En outre, un auto-entrepreneur ne peut pas recevoir de clientèle ni stocker de marchandises à son domicile. Il doit louer des locaux pour cela. De plus, toute radiation au régime d'auto-entrepreneur est définitive et une réinscription dans une même activité exige un délai de carence. Tout oubli de déclaration est pénalisé ce qui demande beaucoup de rigueur. Il ne faut pas oublier que la responsabilité personnelle de l'auto-entrepreneur est engagée, que ses revenus demeurent incertains jusqu'à leur réalisation, qu'un prêt bancaire est difficile à obtenir et que les stages de gestion, payants, sont à prévoir.

Malgré tout, le régime d'auto-entrepreneuriat peut apporter des réponses aux problématiques actuelles de lutte contre le chômage. En effet, plutôt simple à obtenir et se trouvant dans tous les secteurs possibles et imaginables, le statut d'auto-entrepreneur peut être acquis par toute personne ayant un minimum de créativité, d'esprit innovant ou ayant l'ambition de réussir dans le domaine qui lui plaît. En devenant auto-entrepreneur il faut cependant faire preuve d'un minimum de tactique et préférer les secteurs d'activités les plus lucratifs ayant le moins de micro-entreprises recensées aux secteurs plus communs et moins lucratifs.

Ainsi, le micro-entrepreneuriat est un bon moyen pour obtenir un complément à ses revenus principaux, pour sortir du chômage et pour être indépendant. Il faut néanmoins faire attention à ce que ce statut ne dissimule pas un contrat salarial et soit un moyen pour une plus grande entreprise de payer moins de charges sociales.